



Conseil Municipal

Séance du 20 octobre 2017

L'an deux mille dix-sept, le 20 octobre, à 19 h 20, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

PRESENTS : Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BREMOND, Madame Françoise DEBIN, Monsieur Damien AUBRION, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Laetitia BOURSIER, Madame Marie-Jo DELECROIX, Madame Virginie DOMINOT, Monsieur Didier FERJOUX, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER, Monsieur Patrick SITAUD, Madame Maryline SOLEILHAC, Madame Anne VERMOTE

POUVOIRS : Madame Valérie BRARD-TRIGO donne pouvoir à Madame Marie-Jo DELECROIX, Monsieur Laurent POUPIN donne pouvoir à Madame Laetitia BOURSIER, Monsieur Sébastien PERE donne pouvoir à Monsieur Jean-Claude RICHARD

Excusés : Monsieur Aymeric DUVAL

Madame Laetitia BOURSIER est élue secrétaire de séance

Ordre du jour :

Approbation du compte rendu de la dernière séance

- 1 – Présentation du rapport du Président de la Communauté Urbaine
- 2 – RODP GRDF – Année 2017
- 3 - Rapport de la CLETC
- 4- Rapport assainissement Eaux de Vienne SIVEER
- 5 - Plan numérique école élémentaire
- 6 - règlement intérieur des accueils périscolaires et restauration
- 7- Projet éducatif ALSH
- 8- Modifications des statuts Du Syndicat Clain-Aval
- 9 - Virements de crédits budget camping et budget général
- 10 -Délégués auprès du SIMER
- 11- Avis sur le projet de statuts de la communauté Urbaine
- 12- Convention avec le service itinérant des archives du centre de Gestion
- 13- Convention avec l'association diocésaine pour la salle de catéchisme

Informations et questions diverses :

§ 1- Approbation du compte rendu de la dernière séance

Le compte-rendu de la séance du 15 septembre est présenté à l'approbation des membres du conseil municipal.

Adopté à l'unanimité

§ 2- Délibérations

Délibération n° 1 : Présentation du rapport du Président de la Communauté urbaine

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil municipal le rapport d'activités élaboré par les services de la communauté urbaine de Grand Poitiers pour l'exercice 2016. Il relate, entre autres, les activités des quatre communautés de Communes.

Le conseil acte cette présentation.

Adopté à l'unanimité.

Délibération n° 2 : Redevance d'Occupation du Domaine Public - GRDF

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la délibération relative au vote du budget primitif 2017,
Vu le courrier émanant de GRDF concernant la redevance d'occupation du domaine public,
Vu le montant à percevoir, soit la somme de 606 € au titre de l'exercice 2017,

Considérant que le Conseil municipal doit valider cette proposition,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal valide le montant de la RODP gaz 2017 pour un montant de 606 €.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 3 : Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) - Compétences Urbanisme et Promotion du tourisme

VU l'article 1609 nonies C du CGI,

VU le rapport de la CLETC du 6 juillet 2017,

VU l'arrêté préfectoral 2016-D2/B1-036 du 6 décembre 2016 portant création du nouvel établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la communauté d'agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radegonde à compter du 1^{er} janvier 2017,

VU l'arrêté préfectoral 2017-D2/B1-010 du 30 juin 2017 portant transformation de Grand Poitiers communauté d'agglomération en communauté urbaine.

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C – IV du Code Général des Impôts, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) s'est réunie le 4 avril 2017, le 8 juin 2017 et le 6 juillet 2017 pour évaluer le montant des charges et produits transférés à Grand Poitiers communauté urbaine.

Ces charges et produits correspondent au transfert des compétences urbanisme et promotion du tourisme à compter du 1^{er} janvier 2017.

Le solde de ces charges et produits modifie le montant de l'Attribution de Compensation (AC) des communes qui exerçaient encore ces compétences en 2016

Le tableau ci-dessous synthétise le résultat des travaux de la CLETC du 6 juillet 2017 :

Commune	Retenue annuelle Urbanisme (période 2017 - 2019)	Retenue annuelle Urbanisme (à partir de 2020)	Retenue annuelle Tourisme	Retenue totale sur AC (période 2017 - 2019)	Retenue totale sur AC (à partir de 2020)
BEAUMONT SAINT-CYR	- 20 181	- 5 443	14 611	- 5 570	9 168
BIGNOUX	- 5 015	- 1 991	-	- 5 015	- 1 991
BONNES	- 3 827	- 3 827	692	- 3 135	- 3 135
CELLE-LEVESCAULT	- 9 769	- 3 794	-	- 9 769	- 3 794
CHAPELLE-MOULIERE	- 1 682	- 1 682	-	- 1 682	- 1 682
CHAUVIGNY	- 40 146	- 13 402	- 8 000	- 48 146	- 21 402
CLOUE	- 5 494	- 1 238	-	- 5 494	- 1 238
COULOMBIERS	- 8 041	- 2 781	-	- 8 041	- 2 781
CURZAY-SUR-VONNE	- 1 352	- 1 352	-	- 1 352	- 1 352
DISSAY	- 5 006	- 5 006	854	- 4 152	- 4 152
JARDRES	- 16 626	- 2 610	-	- 16 626	- 2 610
JAUNAY-MARIGNY	- 11 355	- 11 355	30 916	19 561	19 561
JAZENEUIL	- 2 630	- 2 630	-	- 2 630	- 2 630
LAVOUX	- 4 959	- 2 130	-	- 4 959	- 2 130
LINIERS	- 2 907	- 1 504	-	- 2 907	- 1 504
LUSIGNAN	- 9 547	- 5 091	-	- 9 547	- 5 091
POUILLE	- 5 614	- 1 474	-	- 5 614	- 1 474
PUYE	- 1 939	- 1 939	-	- 1 939	- 1 939
ROUILLE	- 5 802	- 5 802	-	- 5 802	- 5 802
SAINTE-RADEGONDE	- 16 559	- 874	-	- 16 559	- 874
SAINT-GEORGES-LES-BAILLARGEAUX	- 5 126	- 6 531	5 471	345	- 1 060
SAINT-JULIEN-L'ARS	- 5 367	- 3 974	-	- 5 367	- 3 974
SAINT-SAUVANT	- 9 391	- 4 604	-	- 9 391	- 4 604
SANXAY	- 1 907	- 1 907	-	- 1 907	- 1 907
SAVIGNY-LEVESCAULT	- 5 154	- 2 518	-	- 5 154	- 2 518
SEVRES-ANXAUMONT	- 7 228	- 3 279	-	- 7 228	- 3 279
TERCE	- 5 287	- 2 536	2 871	- 2 416	335
TOTAL	- 217 908	- 101 273	47 415	- 170 496	- 53 859

Le calcul de ces transferts de charges modifie les attributions de compensation entre Grand Poitiers et ses communes membres conformément aux tableaux ci-dessous :

Pour les communes qui ne disposaient pas d'une attribution de compensation progressive :

Commune	Attribution de compensation actuelle	AC 2017	AC 2018	AC 2019	AC 2020
BEAUMONT SAINT-CYR	524 549	518 979	518 979	518 979	533 717
BIGNOUX	109 421	104 406	104 406	104 406	107 430
BONNES	149 286	146 151	146 151	146 151	146 151
CHAPELLE-MOULIERE	63 999	62 317	62 317	62 317	62 317
CHAUVIGNY	1 682 063	1 633 917	1 633 917	1 633 917	1 660 661
CLOUE	20 889	15 395	15 395	15 395	19 651
COULOMBIERS	217 928	209 887	209 887	209 887	215 147
CURZAY-SUR-VONNE	38 766	37 414	37 414	37 414	37 414
DISSAY	790 710	786 558	786 558	786 558	786 558
JARDRES	283 707	267 081	267 081	267 081	281 097
JAUNAY-MARIGNY	2 209 476	2 229 037	2 229 037	2 229 037	2 229 037
JAZENEUIL	- 22 620	- 25 250	- 25 250	- 25 250	- 25 250
LAVOUX	96 493	91 534	91 534	91 534	94 363
LINIERS	52 287	49 380	49 380	49 380	50 783
LUSIGNAN	353 361	343 814	343 814	343 814	348 270
POUILLE	53 027	47 413	47 413	47 413	51 553
PUYE	41 086	39 147	39 147	39 147	39 147
ROUILLE	96 270	90 468	90 468	90 468	90 468
SAINTE-RADEGONDE	31 313	14 754	14 754	14 754	30 439
SAINT-GEORGES-LES-BAILLARGEAUX	598 592	598 937	598 937	598 937	597 532
SAINT-JULIEN-L'ARS	405 025	399 658	399 658	399 658	401 051
SAINT-SAUVANT	- 74 476	- 83 867	- 83 867	- 83 867	- 79 080
SANXAY	- 35 955	- 37 862	- 37 862	- 37 862	- 37 862
SAVIGNY-LEVESCAULT	125 695	120 541	120 541	120 541	123 177
SEVRES-ANXAUMONT	232 724	225 496	225 496	225 496	229 445
TERCE	73 528	71 112	71 112	71 112	73 863

Pour la commune de Celle L'Evescault qui disposait d'une attribution de compensation progressive :

CELLE L'EVECAULT	Avant les transferts	Après les transferts
AC 2017	82 929	73 160
AC 2018	87 261	77 492
AC 2019	92 308	82 539
AC 2020	92 308	88 514
AC 2021	92 308	88 514
AC 2022	92 308	88 514
AC 2023	92 308	88 514
AC 2024	92 308	88 514
AC 2025	92 308	88 514
AC 2026	92 308	88 514
AC 2027	92 308	88 514
AC 2028	92 308	88 514
AC 2029	92 308	88 514
AC 2030	92 308	88 514
AC 2031	96 811	93 017

Il est précisé qu'une attribution de compensation négative correspond à une dépense pour la commune (et une recette pour Grand Poitiers Communauté urbaine).

En l'absence de nouveaux transferts, les montants d'attribution de compensation n'évolueront plus à partir de 2020 (hormis Celle l'Evescault en 2031).

Sur la base du rapport établi par la CLETC, Sur la base du rapport établi par la CLETC, le conseil municipal décide d'approuver:

- le rapport de la CLETC ci-joint
- les modifications des attributions de compensation entre Grand Poitiers communauté urbaine et ses communes membres.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°4 : Rapport assainissement Eaux de Vienne – SIVEER

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil le rapport annuel du service assainissement du syndicat Eaux de vienne- SIVEER

Après délibération, le conseil approuve ce rapport d'activités.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°5 : Acquisition de classe numérique pour l'école élémentaire Paul-Emile VICTOR

Monsieur le Maire informe les membres du conseil que les services de l'Education Nationale ont proposés à la collectivité l'installation de classe numérique au sein de l'école élémentaire. L'engagement financier est effectué par la collectivité. L'Etat subventionne cet équipement à hauteur de 50%, dans la limite de 4 000 € par classe numérique.

Après délibération, le conseil décide :

- de prévoir l'acquisition de deux flottes complètes de tablettes,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°6 : Règlement intérieur des accueils périscolaires et restauration

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil municipal le projet de règlement intérieur des accueils périscolaire et restauration travaillé par la commission Jeunesse – Enfance et Solidarité en date du 12 octobre 2017.

Après délibération, le conseil approuve ce projet de règlement

Adopté à l'unanimité

Délibération n°7 : Projet Educatif ALSH

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil municipal le projet Educatif de l'ALSH travaillé par la commission Jeunesse – Enfance et Solidarité en date du 12 octobre 2017.

Après délibération, le conseil approuve le projet éducatif de l'ALSH.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 8 : modification des statuts du Syndicat du Clain Aval au regard des dispositions des loi MAPTAM et NOTRe concernant la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), ainsi que les compétences partagées des articles L. 211-7, I, 1°, 2°, 5° et 8° du Code de l'environnement.

Vu la loi « MAPTAM » n°2014-58 du 27 janvier 2014, et notamment ses articles 56-I-2° et 59-II,
Vu la loi « NOTRe » n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 76-II-2°,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 5211-1, L. 5211-17 et L. 5211-20 et L. 5212-1 et suivants et L.5711-1 et suivants,
Vu les dispositions de l'article L.211-7 du Code de l'environnement,
Vu les statuts actuels du Syndicat du Clain Aval,
Vu le projet de statuts modifiés annexé du Syndicat du Clain Aval,
Vu la délibération du Comité syndical du Clain Aval n°2017-21 du 28/09/2017 notifiée au Maire de la commune le 29/09/2017,

Considérant que la loi MAPTAM modifiée par la loi NOTRe précitée attribue aux EPCI à fiscalité propre une nouvelle compétence obligatoire en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Considérant la nécessité pour le Syndicat du Clain Aval d'inscrire cette compétence (article L. 211-7, I, 1°, 2°, 5°, 8° du code de l'environnement) en amont dans ses statuts afin de permettre aux EPCI-FP et aux communes qui le souhaitent de délibérer de manière anticipée pour transférer cette compétence avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2018 afin d'assurer une continuité d'exercice de la compétence pour les EPCI-FP qui le souhaitent.

Considérant que les compétences seraient par conséquent composées d'une compétence obligatoire relative à la gestion des milieux aquatiques (2° et 8° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement), ainsi que de deux compétences à la carte relatives respectivement à l'aménagement du bassin (1° de l'article L. 211-7, I du code de l'environnement) et à la prévention des inondations (5° de l'article L. 211-7, I du code de l'environnement).

Considérant que la modification des statuts du Syndicat du Clain Aval a aussi pour objet de modifier la gouvernance pour l'adapter aux enjeux du bassin et :

- maintenir une organisation syndicale reposant notamment sur des Commissions géographiques ;
- garantir une taille raisonnable du Comité syndical ;
- proposer une répartition adaptée à la logique de bassin prenant en compte un critère « population » sur le bassin versant » d'une part et la superficie sur le bassin des territoires d'autre part

Considérant le projet de statuts modifiés annexé.

Considérant que, par conséquent, afin d'anticiper au mieux cette prise de compétence il appartient au conseil municipal d'approuver les statuts modifiés du Syndicat du Clain Aval tels qu'annexés à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le conseil

DECIDE :

ARTICLE 1 : d'approuver les modifications des statuts tels qu'annexés à la présente délibération.

ARTICLE 3 : d'inviter Madame La Préfète de la Vienne et Madame La Préfète des Deux-Sèvres, si la majorité qualifiée est atteinte à l'issue de cette consultation, à prononcer par arrêté les nouveaux statuts du Syndicat du Clain Aval et leur entrée en vigueur au 31 décembre 2017.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°9 : Virements de crédits

Monsieur le Maire informe les membres du conseil qu'il convient de procéder à plusieurs virements de crédits

- Budget camping

Dépenses de fonctionnement

615232 réseaux : - 5 000 €
6332 cotisations versées au FNAL : + 5 000 €

- Budget commune

Dépenses investissement

21318 Autres bâtiments public Opération 290 Plan multi sensoriel : + 1 000 €
21318 Autres bâtiments public Opération 140 Ecoles : - 1 000€

Après délibération, le conseil approuve ces virements de crédits

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 10 : Désignation des délégués de la commune auprès du SIMER.

Monsieur le Maire informe les membres du conseil que par délibération du 27 mai 2014, le conseil avait désigné deux délégués titulaires et deux délégués suppléants de la commune auprès du SIMER

Suite aux changements intervenus dans l'équipe municipale, il convient de désigner de nouveaux délégués : 2 titulaires et 2 suppléants

Après le vote du conseil, sont désignés en qualité de délégués de la commune auprès du SIMER

Titulaires : Dominique LUSSEAU – Michel FRANÇOIS

Suppléants : Alain GALLOU-REMAUDIERE – Françoise DEBIN

Adopté à l'unanimité

Délibération n°11 : Avis sur le projet de statuts de la communauté urbaine

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-17, L.5211-19 et L.5211-20 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 juin 2017 n° 2017-D2/B1-010 portant transformation de Grand Poitiers Communauté d'agglomération en Communauté urbaine ;

Le 1^{er} juillet 2017, Grand Poitiers Communauté d'agglomération s'est transformé en Communauté urbaine. L'arrêté préfectoral pris à cette occasion a dressé la liste des compétences de l'EPCI sans toutefois établir de véritables statuts pour cette nouvelle Communauté urbaine.

En conséquence, le 29 septembre dernier, le conseil de Grand Poitiers Communauté urbaine a adopté ses statuts en réactualisant les compétences de Grand Poitiers afin de tenir compte à la fois du passage en Communauté urbaine et de la délibération du conseil également prise lors de la séance du 29 septembre décidant de ne pas restituer 4 compétences (fourrière pour animaux errants, vie étudiante, éclairage de voirie communautaire, maisons de services au public) et donc d'élargir leur application à tout le territoire de la Communauté urbaine.

Par courrier du 12 octobre 2017, le Président de Grand Poitiers a notifié la délibération précitée aux communes afin que ces dernières se prononcent sur ces statuts. En effet, le Code général des collectivités territoriales prévoit que chaque commune doit se prononcer dans un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération.

Conformément au Code général des collectivités territoriales, les propositions de modification de statuts doivent être approuvées dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création d'un EPCI, c'est à dire par une majorité qualifiée des 2/3 au moins des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population de l'agglomération ou par la moitié au moins des conseils représentant les 2/3 de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre la commune dont la population est la plus importante. La modification de ces statuts est ensuite prononcée par arrêté préfectoral.

C'est pourquoi, après discussion, les membres du conseil se prononcent **favorablement** sur le projet de statuts de Grand Poitiers Communauté urbaine.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°12 : Convention avec le Centre de Gestion

Monsieur le Maire donne lecture aux membres du conseil du projet de convention entre la commune et le centre de gestion de la fonction publique pour l'intervention du service archivistes itinérant pour le traitement des archives communales.

Le coût horaire de la prestation est de 220 € par jour et par archiviste.

Après délibération, le conseil :

- Valide la proposition tarifaire
- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention

Adopté à l'unanimité

Délibération n°13 : Mise à disposition gracieuse de la salle paroissiale

Monsieur le Maire donne lecture aux membres du conseil du projet de convention entre la commune et l'association diocésaine pour la mise à disposition à titre gratuit de la salle paroissiale.

Après délibération, le conseil :

- Valide la proposition de convention
- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention

Adopté à l'unanimité

§ 3 – Questions diverses et informations

Monsieur Jean-Claude RICHARD fait part au conseil que suite à la réfection de l'allée des peupliers, il convient de revoir l'entretien des trottoirs. Monsieur le Maire en informera le service technique pour que le nécessaire soit fait.

M Monsieur Jean-Claude RICHARD signale que l'ampoule du spot de la gare ne fonctionne plus. Une demande de réparation sera faite auprès du service idoine.

Monsieur Jean-Claude RICHARD a rencontré dernièrement des propriétaires, domiciliés à la Jonchère, qui souhaitent savoir où en est la résolution de leur problème d'assainissement. Monsieur le Maire fait l'historique et rappelle que la commune a été dédouanée de toute responsabilité, dans cette affaire. Suite au transfert de la compétence assainissement à Eaux de Vienne- SIVEER, le dossier a été confié aux services du syndicat. Monsieur le Maire demande au service administratif de réactiver la demande.

Madame Christine ROYER informe que deux lampadaires, rue de l'Eglise, sont manquants. Monsieur le Maire lui répond qu'ils ont été arrachés, au cours de l'été, par un poids lourd qui n'a pu être identifié et dont le chauffeur n'a pas laissé ses coordonnées. Le matériel est en commande et sera reposé dès que le marquage au sol et les quilles auront été installés.

Elle demande également s'il pourrait être envisagé, la confection de bandes rugueuses, au niveau du pont du Clain pour faire ralentir les automobilistes et ainsi protéger les cyclistes qui traversent à cet endroit. Le dossier sera étudié par la commission.

Elle signale d'autre part que le miroir qui permet de visualiser la circulation au sortir du parking de la gare est à repositionner.

- Instances communales

Chaque maire-adjoint présente au conseil une synthèse des travaux de sa commission

- Instances communautaires

Monsieur le Maire présente aux conseillers, les différents travaux effectués lors des réunions de la Communauté Urbaine de Grand Poitiers.

La séance est levée à 0 h 40

Horaires des prochains conseils :

- 17 novembre : 19 h 30
- 15 décembre : 19 h